

Colloque du dimanche 23 novembre 2003

Antisémitisme : La Gauche face à elle-même



<http://www.cercle-leon-blum.org>

Colloque organisé par le Cercle Léon Blum
le dimanche 23 novembre 2003

Antisémitisme : La Gauche face à elle-même

sommaire

Présentation	3
Introduction	4
Laurent Azoulai	
François Hollande	8
La dérive – Le sens des mots	10
Débat animé par Serge Moati , avec Alain Finkielkraut, Jacques Tarnero, Nicole Geneix, Jean-Paul Huchon, Pierre Moscovici, Jean-Christophe Cambadélis, Bernard Kouchner, et Malek Boutih	
La réponse politique	24
Débat animé par Anne Sinclair, avec Guy Konopnicki, François Zimeray, Aurélie Filipetti, Jean-Claude Gayssot, Julien Dray	
Synthèse des tables rondes	34
Nicole BRICQ	
Conclusion du colloque	36
Bertrand DELANOE	

Antisémitisme : La Gauche face à elle-même

Présentation

Véronique BENSAID

Merci d'être venu aussi nombreux. Ce colloque comportera deux tables rondes, la première étant animée par Serge Moati, et la seconde par Anne Sinclair. Il était initialement prévu au Sénat, mais vous avez tellement nombreux à répondre à notre invitation que nous avons dû changer de salle pour vous recevoir à la Mairie du XIII^{ème} arrondissement. Ce changement n'a été possible que grâce à Serge Blisko, Yvon Chelly et toute leur équipe.

Serge BLISKO

Chers amis, j'ai le privilège d'accueillir ce premier colloque du Cercle Léon Blum. Je souhaite vous remercier d'être venus aussi nombreux. Mes remerciements vont également à toute l'équipe de la Mairie du XIII^{ème} arrondissement. J'espère que cet après-midi sera des plus instructives et qu'elle nous permettra de partir sur de nouvelles bases.

Je suis ravi que ce rassemblement puisse avoir lieu, mais aussi quelque peu inquiet du succès que rencontre cette manifestation. Votre mobilisation prouve bien qu'il y a un problème. Je souhaite donc un franc succès à cette initiative.

Introduction

Laurent AZOULAI
Président du Cercle Léon Blum

Mesdames, Messieurs, Chers Amis,

Le Cercle Léon Blum, que j'ai l'honneur de présider, tient cet après-midi son premier colloque. Cette initiative s'inscrit dans une démarche à la fois constructive mais également interpellative. C'est pourquoi, 6 mois après la naissance de notre association, nous venons à la rencontre des animateurs de la gauche républicaine. Notre rassemblement s'adresse principalement aux responsables des formations politiques, associatives et syndicales parce qu'ils orientent notre société, ils contribuent à forger les opinions, à façonner la pensée et à ordonner les idées. Votre présence, exceptionnellement nombreuse, est le témoignage que nous avons beaucoup à vous dire mais aussi beaucoup à entendre ce qui nécessitera de faire preuve de compréhension mutuelle pour renouer des liens aujourd'hui distendus.

Je veux d'abord remercier l'ensemble des intervenants qui nous font l'honneur d'être à nos côtés. Par leur clairvoyance, leur compétence et leur analyse, ils vont apporter une contribution capitale à notre travail pédagogique. Merci à Anne Sinclair et à Serge Moati qui nous permettent de bénéficier de leur talent. Merci aux amis du Cercle Léon Blum qui se sont investis sans compter pour que notre rencontre ait un tel retentissement. Sans leur dévouement, cette réunion n'aurait pu se tenir. Je veux enfin rendre hommage à Serge Blisko qui nous accueille dans cette magnifique Mairie du 13^{ème} arrondissement. Lui et son équipe ont réussi, en trois jours, à mettre en place les conditions matérielles pour recevoir ce rassemblement, initialement prévu au Sénat, devenu trop exigü pour nous accueillir ! Cher Serge, sois remercié pour ta compréhension et ton efficacité et transmets à tes collaborateurs nos remerciements.

Né en avril 2003, en réaction à l'intolérable résurgence d'actes et de propos antisémites en France, le Cercle Léon Blum veut répondre à l'attente d'une partie de la gauche française, puisque c'est clairement dans ce cadre que se situe son action. Ses membres, de confession, d'origine sociale ou culturelle très plurielles, sont des citoyens diversement engagés dans la vie publique. Ils ont des histoires et des parcours différents, mais ils sont tous attachés aux valeurs fondatrices de la gauche. Ils se sont rassemblés et se sont mobilisés parce qu'ils ont une préoccupation commune : ils s'inquiètent des comportements et des propos de certains de ceux qui ont été, pendant des années, leurs compagnons de lutte, toujours leurs camarades, parfois leurs amis.

Une crise de confiance s'est installée entre une partie de la gauche et nous. Depuis plus de trois ans, face à la recrudescence d'actes racistes et antisémites, nous avons déploré un manque de réactions significatives de nombre de nos dirigeants, pour certains par manque d'appréciation de la réalité de la situation, pour d'autres, en raison d'un opportunisme, voire par calcul électoral au final contre-productif.

Nos combats militants contre le fascisme, contre la haine raciale, contre l'obscurantisme, pour l'intégration, pour l'égalité des chances, pour les droits de l'homme sont autant de pierres que nous avons érigées ensemble pour bâtir le rempart qui devait protéger la République contre les assauts de la discrimination et du racisme. Ces luttes que nous avons menées, fidèles à nos glorieux ancêtres, nous rassemblaient pour défendre les grands principes Liberté, Egalité, Fraternité dont nous

sommes à la fois les héritiers et les usufruitiers. Au nom de cet investissement historique commun, nous pensions, qu'au-delà de divergences légitimes, nous étions collectivement garants de la défense des libertés.

Malheureusement, certains ont rompu le pacte qui nous unissait. Nous espérions, sans doute naïvement, que l'antisémitisme n'était l'apanage que de l'extrême droite. Pourtant, une partie de la gauche s'est laissée contaminer. La période de mémoire de la Shoah estompée, l'antisémitisme pouvait renaître de ses cendres. On le croyait éteint, il n'était qu'en veille idéologique. Les fascistes en étaient les dépositaires, une certaine Gauche l'a accaparé. Le négationniste Faurisson a planté la graine révisionniste que le marxiste Garaudy a arrosée. Le Pen a démystifié le vocabulaire raciste permettant à Montaron, journaliste de Témoignage Chrétien, d'actualiser la notion de "peuple déicide". Au-delà de ces errements qui n'auraient pu être qu'une triste somme de dérives individuelles, le conflit du Proche-Orient est venu conforter ceux qui peuvent enfin s'en prendre au "juif" devenu "sioniste". Les passerelles sont ainsi posées entre les antisémites d'extrême droite et ceux d'une singulière gauche. Oui, il existe un antisémitisme de gauche. Il est symbolisé par celui qui mène sa lutte antilibérale en assimilant le juif au grand capital, par celui qui conforte son antiaméricanisme en inféodant Israël aux Etats-Unis, par celui qui pense que le juif n'est plus victime mais oppresseur, par celui qui assimile l'étoile de David à la croix gammée ... Ces amalgames ainsi établis, José Bové peut alors affirmer, sans subir de réactions réprobatrices de ses amis de gauche, que les synagogues incendiées en France seraient le fait du Mossad, parce que cela profiterait aux Juifs ! La solidarité avec le peuple Palestinien est-elle compatible avec la dénonciation du juif devenu indifféremment israélien, sioniste, colon, bourreau voire nazi ?

Ces raccourcis idéologiques posent questions. Pourquoi tant de militants, défenseurs sincères de la laïcité, ont-ils récemment défilé, sans discernement, aux côtés des fondamentalistes Islamistes ? Pourquoi la Ligue des Droits de l'Homme, née de l'Affaire Dreyfus, celle qui a su rassembler la Gauche pour lutter contre les racistes et les fascistes, a-t-elle préféré condamner les citoyens qui protestaient pacifiquement contre les attentats suicides plutôt que les poseurs de bombes ? N'est-ce pas à l'occasion d'un rassemblement organisé par le MRAP que, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, des cris de « Mort aux juifs » ont été scandés à Paris ?

Le constat est pesant parce que certains de ceux qui furent nos compagnons de route sont devenus nos procureurs, parfois des adversaires. En effet, ils ont commis la regrettable erreur de transposer en France le conflit du Proche-Orient, oubliant que le juif français n'est pas un soldat Israélien, que le beur de banlieue n'est pas un combattant Palestinien et que la France n'est pas une terre de conflit. Ils feignent de ne pas comprendre qu'en exprimant notre solidarité avec la démocratie israélienne confrontée aux attentats terroristes, nous ne sommes pas les porte-paroles de Sharon ! Il est curieux de constater combien les adversaires de la globalisation l'applique avec démesure lorsqu'il s'agit du Proche-Orient. Ces liens, artificiellement constitués, permettent ainsi de dénoncer le sionisme, comme le mal mondial absolu. Mais comment comprendre que ces défenseurs, si attentifs au sort des Palestiniens, oublient des combats, au moins aussi légitimes, pour la défense des libertés ? Ont-ils protégé les milliers de femmes et d'enfants massacrés par les islamistes en Algérie ? Ont-ils protesté contre le gazage de dizaines de milliers de Kurdes par Saddam Hussein ? Se sont-ils installés en boucliers humains pour protéger les Cambodgiens des Khmers rouges ? Se sont-ils rassemblés à Kaboul pour faire face aux Talibans ? Ont-ils mené la lutte pour la démocratie en Syrie, en Arabie Saoudite, en Iran et dans bien d'autres pays supports du terrorisme international ? Non, cela ne figurait pas dans leur programme. Pourquoi ces radicaux de la Gauche dénoncent-ils la légitimité d'Israël, fruit du seul mouvement de libération national ayant donné naissance à une démocratie, quand ils se taisent face aux mouvements de libération populaire qui n'ont installé que

des régimes criminels et corrompus comme à Cuba, en Libye, au Vietnam, en Algérie ou en Chine ? Curieuse manière de militer à gauche ! Pourquoi une telle hémiplegie intellectuelle ? Parce qu'Israël est le juif des nations et les français juifs seraient devenus complices par solidarité. Allons-nous accepter longtemps que cette extrême gauche, "dite morale", nous donne des leçons de démocratie quand l'idéologie dont elle est porteuse ne produit, au pouvoir, que dictatures, massacres et terreur ?

Le mal existe et il est profond. Dans certaines banlieues, dans des écoles, dans certains lieux publics se manifeste une expression ouverte d'antisémitisme. Discret pendant des années, il apparaît au grand jour. Pour de trop nombreux jeunes issus de la troisième génération de l'immigration, l'antisémitisme est devenu la manifestation quotidienne d'une pseudo-liberté de parole. Il n'est pas considéré comme un délit mais exprime une banale insulte, voire un mode de ralliement, parfois une identification. L'impardonnable prudence des pouvoirs publics a validé un sentiment d'impunité pour ceux qui, encouragés par des prédicateurs attisant la haine, abusant de la crédulité de jeunes en mal d'existence, tentent de les confronter aux juifs, insupportable exemple d'une intégration réussie. Le racisme et l'antisémitisme sont un incendie qui aurait pu être aisément éteint quand il n'était qu'étincelle. A Gagny, comme ailleurs, il risque de sinistrer notre démocratie s'il devient brasier.

La cause palestinienne est devenue emblématique pour une partie de cette gauche en mal de symbole. Elle est présentée comme le combat politique auquel chaque progressiste se doit d'adhérer. Arafat serait devenu le nouveau Che Guevara. Pourquoi pas ? La plupart d'entre nous ont été, depuis plus de 30 ans, les militants actifs de la paix, du dialogue israélo-palestinien et de l'évidente nécessité d'un état palestinien à côté d'Israël pour que l'on ne nous fasse pas le procès de l'aveuglement. Mais ne confondons pas la solidarité compréhensible avec le peuple palestinien et la justification politique d'actes de délinquance qui ne sont que des comportements criminels relevant de la justice. Ils doivent être combattus au nom des valeurs de la République. Que penser de cette soudaine esthétique de langage qui appelle incivilité une agression, qui tolère la violence au motif qu'elle ne serait que l'expression excessive d'une intégration manquée ?

D'autres questions émergent. Pourquoi les démocrates se mobilisent-ils pour combattre la prose antisémite lorsqu'elle émane de l'extrême droite, mais se taisent lorsqu'elle est portée par des mouvements islamistes ? Pourquoi descendent-ils dans les rues par centaines de milliers pour manifester contre la profanation du cimetière de Carpentras par des jeunes d'extrême droite, mais oublient de se joindre aux juifs français qui, en avril 2002, ne réclamaient de la République qu'une action efficace contre la multiplication des actes antisémites ? À cette manifestation, nous aurions tant souhaité que la gauche au pouvoir sache prononcer des paroles de solidarité mais aussi de fermeté ! Faut-il ne condamner les agressions antisémites que si ceux qui les commettent sont politiquement incorrects ? Dénoncer l'antisémitisme, l'obscurantisme et le double langage de Tarik Ramadan, ce n'est pas être raciste, c'est être clairvoyant. Défendre la laïcité face aux fondamentalistes, ce n'est pas fustiger l'Islam c'est, au contraire, vouloir l'inscrire dans un cadre républicain. La gauche au pouvoir a commis une erreur d'analyse en minimisant la réalité des actes antisémites. Elle s'est ainsi privée des moyens de les combattre. Quand une partie des Français envisage de quitter leur pays parce qu'ils s'y sentent menacés, ce sont les fondements mêmes de la République qui sont en péril. Notre pays est, encore, un état de droit. Si la France veut rester une terre d'accueil et d'intégration elle doit, avant tout, garantir la sécurité à ses citoyens. Ce n'est qu'à ce prix que sera préservée l'harmonie de la seule communauté qui prévale en République : la Communauté Nationale.

Nous ne devons pas nous tromper de lutte. Nous devons savoir différencier ce qui relève du débat de ce qui doit être un combat. Nous sommes disponibles, chacun dans nos responsabilités, pour participer à la réflexion sur l'intégration. Mais si ce débat est nécessaire, nous ne ferons preuve d'aucune faiblesse face au racisme et à ce nouvel antisémitisme qu'est « l'anti-judaïsme islamiste », tel que l'a récemment décrit Robert Badinter. Peut-on accepter qu'un justiciable, arguant de ses origines tunisiennes, se permette de demander la récusation d'une magistrate au seul motif que son nom a une consonance juive ? Est-il normal que cette requête ait été examinée, même si elle a été rejetée ? Cette multiplication de faits nous oblige à faire preuve d'une implacable fermeté dans notre volonté de combattre l'antisémitisme puisque, comme Golda Meir, "Nous préférons recevoir des condamnations que des condoléances ! "

Le combat contre le racisme et l'antisémitisme est l'affaire de tous les Républicains de gauche. Il n'est pas sain qu'il ne soit porté que par ceux qui se sentent potentiellement victimes. Etre Dreyfusard à la fin du XIX^e siècle, c'était être viscéralement républicain. Il est des confrontations qui méritent le dépassement de soi. Plus nous serons nombreux et divers à mener la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, plus nous échapperons au risque, dénoncé par certains, de récupération communautariste. La seule récupération que nous accepterons, voire que nous favoriserons, sera celle de nos idées, de nos valeurs.

Une partie de la Gauche n'existe, politiquement, que par la radicalité. Ce n'est pas notre gauche. À ne prôner que la rupture pour tous ses combats, elle met en danger les principes républicains. Heureusement, nombreux sont ceux qui portent encore avec honneur les vertus démocratiques. Nous avons recueilli de beaucoup de témoignages de solidarité émanant de responsables de gauche qui nous ont encouragés à poursuivre et à amplifier notre démarche. Nombre d'élus font preuve de volontarisme et certains ont eu le courage de dire stop. Saluons ceux qui ont su prendre la plume pour réagir aux propos nauséabonds de Tarik Ramadan, nouveau gourou d'un Islam perverti que les médias s'arrachent complaisamment, se refusant à mesurer les conséquences dramatiques des tribunes qui lui sont ainsi offertes. Il aurait, sans doute, été judicieux de ne pas se prêter à l'ambiguïté qui consiste à dénoncer médiatiquement l'antisémitisme de Ramadan tout en acceptant de débattre avec lui dans les rencontres du sein du Forum Social Européen.

Nous débutons aujourd'hui un dialogue difficile qui n'aura de sens que s'il repose sur de vraies convictions et fait l'objet, entre nous, d'un échange loyal, sincère mais sans concession. De notre réussite à transcender nos divergences surgira notre capacité à poursuivre notre combat pour les valeurs communes. Notre engagement est laïc, républicain, pacifique et progressiste. Nous ne voulons pas le scinder. Le droit à la différence ne peut pas se transformer en différence des droits parce que la laïcité est l'espace harmonieux des différences. C'est pourquoi nous mènerons le combat au nom des valeurs humanistes. Notre engagement ne s'inscrit pas dans une démarche électoraliste. Il répond à la nécessité de lancer le débat sur les valeurs républicaines que la gauche a oublié d'actualiser, sans doute trop obsédée par les contraintes de la gestion. Il vous appartient de vous y associer si vous estimez, comme nous, qu'il est grand temps d'agir. C'est le rôle des Républicains. Le Cercle Léon Blum contribue, modestement, à rassembler un certain nombre d'acteurs de cette réflexion. J'espère que la présence de nombreux élus, aujourd'hui, à nos côtés n'est pas uniquement dictée par les circonstances parce que nous avons besoin, de démontrer ensemble que notre démarche n'est pas vaine et que la gauche restera toujours à l'avant-garde des Démocrates pour le renforcement de la République.

François HOLLANDE
Premier secrétaire national du Parti Socialiste

Mesdames, Messieurs, chers amis, tous,

Je suis effectivement heureux d'être ici. Je remercie Serge Blisko pour son accueil à la Mairie du 13^{ème} arrondissement. Je suis également heureux de saluer l'initiative du Cercle Léon Blum et de Laurent Azoulay. Je pense qu'il est effectivement utile et nécessaire de mener le débat au sein de la gauche française, et au-delà, sur des phénomènes gênants, des dérives blessantes qui ont portée atteinte ces dernières années à notre République. Il faut également mener ce débat sur les valeurs communes qui doivent nous réunir et fonder une démarche commune à toute la Gauche. Il faut mener le combat contre le racisme et l'antisémitisme sous toutes ses formes, les plus évidentes, c'est-à-dire les plus violentes, mais aussi les plus discrètes, c'est-à-dire les plus sournoises.

Je veux seulement relever trois faits incontestables, qui justifient aujourd'hui ma présence. Le premier fait incontestable, c'est la montée, ces dernières années, de l'antisémitisme en France. Celui de l'extrême droite, qui a des racines, dans le pays des thèses de Drumond et des lois de Vichy. S'y est ajouté le fanatisme religieux, l'anti-judaïsme camouflé dans l'anti-sionisme. Il a pris des formes brutales, violentes et agressives, mais aussi des formes plus intellectuelles, plus politiques et plus sociales. La volonté a été de transposer le conflit du Proche Orient au cœur même de la République. Le résultat est là : résurgence d'actes et de propos antisémites, violences, agressions contre des personnes, des lieux de culte et des écoles.

Cet antisémitisme a progressé, dans un contexte où le racisme s'est aussi développé.

Le second fait incontestable, c'est que la gauche et le Parti Socialiste n'ont pas pris toute la mesure de ce phénomène. Identifiant l'anti-sémitisme à la seule extrême droite, la gauche a répugné à qualifier d'antisémites des faits au prétexte que leurs auteurs venaient des quartiers les plus pauvres de nos villes. Recherchant l'apaisement, pensant, sans doute, que la mémoire de la Shoah rendait impossible cette résurgence, la gauche a sous-estimé le nombre d'actes et de faits relevés, réduisant ainsi leur gravité. Parce qu'ils se situaient dans la gauche, dans l'extrême gauche ou dans le combat social, la gauche n'a pas dénoncé non plus avec suffisamment de vigueur le comportement de groupes et de personnalités, qui donnaient des excuses, et parfois même des tribunes, à ceux qui veulent établir le lien entre le conflit au Proche Orient et les débats au sein de la République.

Je le dis ici, et je le dis fermement, gravement : ce temps-là est terminé. Oui ! Il y a une résurgence de l'antisémitisme. Oui ! L'antisémitisme doit être combattu avec force. Oui ! Les instigateurs et les auteurs de ces actes n'ont aucune justification. Oui ! Toute indulgence, toute absence, tout silence serait une faute. Oui ! Il faut une réponse à la hauteur de l'enjeu.

Le troisième fait incontestables, c'est que la réponse se situe dans l'affirmation vigoureuse des principes de la République. La République, c'est la liberté de conscience, la liberté de croire à la religion de son choix et de pratiquer comme on l'entend dans son espace privé. La République, c'est l'égalité des droits et des devoirs, l'égalité pour affirmer ses convictions, à condition de respecter les autres. La République, c'est la responsabilité individuelle. Chacun doit assumer ses actes et être puni lorsque ceux-ci ne correspondent pas aux valeurs communes. La République, c'est aussi une conception sociale. Pour nous, une menace se profile à chaque fois qu'il y a une discrimination, une misère, une ségrégation, un ghetto. Notre travail de républicains n'est pas

achevé lorsque nous laissons, au cœur même de nos villes, des individus perdre leurs repères. La République, c'est la laïcité, tant dans l'école, qui est son creuset, que dans toute la société.

C'est pourquoi le Parti Socialiste a récemment proposé une charte de la laïcité. Cet acte marquerait l'ensemble des droits, des devoirs et des engagements dans l'ensemble de l'espace public et permettrait d'établir les références qu'il n'est pas possible de transgresser.

Le menace que nous distinguons bien derrière cette résurgence de l'antisémitisme, c'est la confusion entre le politique et le religieux. C'est le fait que certains fassent de la politique avec leur religion, transforment des militants en croyants et des croyants en militants, confondant les espaces privés et religieux avec les espaces publics politiques.

C'est pourquoi la République est la réponse. Elle ne peut pas avoir pour seul interlocuteur les communautés. La communauté est normale, souhaitable et nécessaire, mais elle n'a pas à dicter les comportements et les usages sociaux. Elle ne doit pas non plus être utilisée pour maintenir l'ordre, ou comme acteur justifiant le maintien de l'ordre. Il faut clarifier la situation et rappeler les séparations. A cet égard, lorsque l'on entend le ministre de l'Intérieur évoquer la possibilité de nommer des fonctionnaires au titre de leur religion, je dis qu'il y a également là une grave confusion au regard des principes de la République.

Le libéralisme anglo-saxon peut avoir ses références et ses valeurs. Ce n'est pas notre modèle. Notre modèle est celui de la République et de la laïcité. Notre rôle, en tout cas le mien en tant que Premier Secrétaire du parti Socialiste, est de dire le modèle que nous voulons pour notre société. Il ne peut pas être celui de l'individualisme, du communautarisme ou de l'éclatement, même si je ne mets pas en cause la conviction de ceux qui tiennent à ce modèle. Je pense qu'ils sont les défenseurs de principes qui sont aussi les nôtres, qu'ils sont convaincus de lutter contre le racisme et contre l'antisémitisme. Reste que leur méthode est différente. La nôtre, c'est la République. Je ne dérogerais pas sur ce point. Tout le monde doit y avoir sa place, mais en tant que citoyen et pas en tant que membre d'une communauté religieuse.

Voilà ce qui fonde nos principes du respect et de la citoyenneté. Face à l'intolérance, c'est la loi et la République qui protègent. Je voulais rappeler ces trois faits incontestables devant vous : dire que l'antisémitisme est encore et toujours présent, qu'il nous menace, peut-être plus que jamais ; dire également que la gauche en a terminé avec cette période de prudence et de doutes sur les mots, qu'elle doit être claire, implacable et combative ; dire enfin que la République est la seule réponse à la question qui nous est aujourd'hui posée.

Voilà pourquoi le Cercle Léon Blum a pris une bonne initiative. Le parti de Léon Blum continuera, par ses débats et par ses combats, à être exemplaire pour une république au service de tous.

La dérive – Le sens des mots

Les intervenants sont :

- *Alain FINKIELKRAUT, Philosophe*
- *Jaques TARNERO, Réalisateur du film « Décryptage »*
- *Nicole GENEIX, Secrétaire Générale du SNUI-pp*
- *Jean-Paul HUCHON, Président du Conseil Régional d'Ile-de-France*
- *Pierre MOSCOVICI, Ancien Ministre*
- *Jean-Christophe CAMBADELIS, Député de Paris*
- *Bernard KOUCHNER, Ancien Ministre*
- *Malek BOUTIH, Ancien Président de SOS Racisme, Secrétaire National du Parti Socialiste*

Le débat est animé par Serge MOATI.

Serge MOATI

Je voudrais remercier Laurent Azoulay et François Hollande, mais aussi saluer la présence dans la salle de Christiane Taubira.

Le thème de ce débat paraît hallucinant, quasiment surréaliste. Qui aurait organisé un pareil colloque, intitulé de la sorte, il y a encore quelques années ? C'est à la fois étonnant, grave et affligeant.

Nous allons maintenant parler des mots, afin de sentir, analyser, combattre, mais aussi défendre, aimer, proposer, bâtir et construire. Certains mots vous font mal. D'autres peuvent tuer, comme « *youpin* » ou « *bougnoule* ». D'autres peuvent encore servir à renverser les perspectives, les opprimés d'hier étant qualifiés d'opresseurs, les victimes devenant des bourreaux, les filles et les fils de ceux qui ont miraculeusement survécu aux camps de la mort étant traités de nazis.

En revanche, certains mots sont porteurs de paix. Nous pouvons ainsi faire le pari de la fraternité. Ce mot est au cœur de notre débat. Je le propose donc à nos invités pour amorcer le débat.

Bernard KOUCHNER

D'après mon expérience, la fraternité est un concept plus théorique que pratique. Elle n'est que rarement mise en œuvre. Elle fonde la République, mais on ne l'y décèle pas vraiment. Elle est un but : je parlerais donc de paix et de processus de paix. La fraternité est dans le chemin de la paix. Pour cela, il faut accepter nos différences.

La fraternité, c'est ce qui passe dans le processus de Genève, que nous devons tous acclamer, défendre et mettre en avant. La fraternité consisterait à rapprocher les deux processus de paix et à faire en sorte que l'appel de Genève soit signé et approuvé dans le monde entier, et qu'il ne soit pas réservé au Proche Orient.

Mon expérience est malheureusement plutôt celle du fracas, des meurtres et de la façon dont la violence appelle la violence.

Alain FINKIELKRAUT

On aimerait pouvoir opposer le mot de fraternité aux mots qui tuent, dont Serge Moati a dressé une liste non exhaustive. Le monde dans lequel nous vivons ne rend plus cette opération possible. Ce mot, cet idéal de fraternité, a en effet été capturé par l'antisémitisme. Cette capture s'est opérée en août 2001 à Durban. Une conférence a été réunie sous l'égide de l'ONU pour proclamer contre l'intolérance, le racisme et la xénophobie, la fraternité de tous les peuples. Cette conférence a abouti à ce discours : tous les hommes sont frères, sauf les juifs. Se croyant le peuple élu, ils bâtissent en Israël une société d'apartheid et commettent un génocide.

Autrement dit, un mouvement contre le racisme et pour l'antisémitisme des peuples s'est construit à Durban. Ce MRAP en question est toujours plus puissant. L'Europe elle-même se *durbanise* progressivement, comme en témoigne à mes yeux la dernière réunion du Forum Social Européen, dont le clou du spectacle aura été l'accolade de José Bové à Tarik Ramadan. Cette accolade aura

été suivie d'une émission de Daniel Mermet sur France Inter, à la gloire de ce dernier. Le mouvement de l'alter-mondialisation a ainsi tendu ce qu'il croyait être une main fraternelle aux damnés de la terre et à tous ceux qui reconnaissent leur souffrance et leur difficulté dans le destin des Palestiniens.

Tarik Ramadan n'a pas simplement écrit un texte antisémite, qui dresse la liste d'intellectuels juifs intervenant pour Israël. Il a conclu de leur commune identité une identité de leurs positions politiques, ce qui est un amalgame mensonger. L'un avait soutenu la guerre en Irak, alors que d'autres s'y refusaient. Certains prenaient position sur le conflit israélo-palestinien, mais pas tous. Surtout, personne n'a fait référence au deuxième paragraphe de ce texte, qui affirme que la guerre en Irak a été construite par Paul Wolfowitz, sioniste notoire, pour assurer la sécurité d'Israël. Autrement dit, Tarik Ramadan a ressuscité le discours des protocoles des sages de Sion. Cette haine des juifs pas seulement passionnelle. Elle est aussi systématique : elle impute l'histoire aux manœuvres des Juifs.

J'en reviens au mot « fraternité ». Je m'inquiète de voir le mouvement alter-mondialiste tendre une main fraternelle à des gens qui pensent ainsi. Je m'inquièterais aussi si les socialistes, en guise de critiques de la mondialisation libérale, tendent une main fraternelle à l'alter-mondialisation, qui est tombée si bas.

Serge MOATI

Je salue la présence de Robert Badinter dans l'assistance.

Malek BOUTIH

En tant que militant de gauche et responsable du Parti Socialiste, la fraternité est le fondement de mon engagement. La souffrance d'un homme ou d'une femme doit être soulagée. Ses oppresseurs doivent être combattus, sans conditionner cette démarche et sans l'analyser au travers d'une idéologie.

La fraternité ne peut pas être l'otage du conflit du Proche Orient. Je l'affirme, même si certains construisent des discours faux. Tout le monde souhaite la paix au Proche Orient, mais la fin de ce conflit n'amènera pas la fin de l'antisémitisme. Comme toutes les haines raciales, la haine du juif repose sur une logique de domination, qui se camoufle en permanence derrière des attributs idéologiques, des explications politiques, des prises de position tactiques.

Pour lui répondre, je m'inscris totalement dans les propos du Premier Secrétaire du Parti Socialiste. Premièrement, il n'y a pas d'autres moyens que de refuser totalement la haine raciste qu'il représente, sans conditions, sans débat et sans explications. Deuxièmement, combattre l'antisémitisme comme les autres formes de racisme, c'est se battre pour une société fraternelle, qui refuse la prise en otage d'un individu en fonction d'une idéologie politique.

J'affirme qu'il faut également refuser de réduire le problème de l'antisémitisme à la seule communauté des jeunes beurs de banlieue. Ils ont une responsabilité dans les actes antisémites, mais ils ne doivent pas devenir les boucs émissaires alors que l'antisémitisme est déjà largement répandu dans la société française.

Il me semble donc que la fraternité est avant tout une révolte contre la souffrance dont certains citoyens peuvent être victimes en fonction de leurs origines et qu'elle ne doit pas être conditionnée à un discours politique qui créerait de nouvelles frontières. L'heure est au rassemblement et à la lutte contre ceux qui veulent nous enfermer dans des familles communautaristes.

Serge MOATI

Tu avais dit lors d'une interview que « l'antisémitisme, c'est un racisme qui passe mal ».

Malek BOUTIH

De nombreuses personnes se sont penchées sur la sémantique de l'antisémitisme. Je pense qu'il faudra à l'avenir utiliser un mot qui fait plus mal et parler d'un racisme anti-juif. Je refuse le discours fondé sur la géopolitique. C'est un racisme qui se cache, se camoufle et cherche des appuis dans une certaine théologie et une certaine théorie politique. Il faut le débusquer comme ce qu'il est : une réalité de barbarie.

Serge MOATI

Je passe la parole à Jean-Paul Huchon, actuel et, je l'espère, futur président du Conseil Régional d'Ile-de-France.

Jean-Paul HUCHON

Malek Boutih a raison sur un élément très important. Nous avons en France un passé en termes d'antisémitisme qui est parmi les plus lamentables d'Europe. Il faut le reconnaître. Il a malheureusement fallu attendre que l'actuel Président de la République reconnaisse la responsabilité de l'Etat Français.

Par conséquent, il ne faut pas trop accuser un nouvel antisémitisme, parce que l'ancien est toujours profondément ancré. Au sein du Conseil Régional, nous sommes en présence de 36 élus du Front National et du MNR, ce dernier mouvement représentant une tendance racialisante scientifique, plus proche des SS, alors que le FN incarne un racisme plutôt anticapitaliste, plus proche de Roehm et des SA.

Confrontés à ces mouvements chaque jour, notre premier recours est de ne jamais plier, de ne jamais laisser échapper un mot de trop.

Pour le reste, je n'ose même pas prononcer l'expression de « antisémitisme de gauche », tant cela me paraît contradictoire et paradoxal. Il faut cependant convenir du fait qu'il a toujours existé. Garaudy en est un représentant : l'inventeur du révisionnisme a été un militant de gauche, un député socialiste en 1946, avant de rejoindre l'extrême droite. Thion a également défendu les thèses de Faurisson. Plus récemment, José Bové franchit clairement la limite lorsqu'il affirme que les attentats antisémites sont perpétrés par le Mossad, de même que Bernard Langlois, que j'ai connu au PSU et que je plains, qui parle des sionistes acharnés du Parti Socialiste en ne citant que des noms de camarades juifs. Je pense qu'il s'est perdu.

Il faut donc avoir un peu de culture historique. Elle ne s'acquiert pas spontanément. Au sein de la Région Ile-de-France, nous avons ainsi engagé une action de longue haleine pour expliquer aux 550 000 lycéens répartis dans 466 lycées ce qu'a été la Shoah et ce que l'antisémitisme est.

70 lycées d'Ile-de-France y consacrent un projet Passion, recevant au cours de l'année d'anciens déportés et se rendant début décembre à Auschwitz. Les jeunes beurs qui participent à ces opérations ne sont plus les mêmes lorsqu'ils en reviennent.

Si nous parvenons à perpétuer cet effort, il sera peut-être possible de promouvoir la fraternité.

Serge MOATI

Puisque nous abordons la question de l'enseignement, je passe la parole à Nicole Geneix, secrétaire générale du SNUI-pp, qui est le principal syndicat d'enseignants du primaire.

Nicole GENEIX

Le mot « Fraternité » est placé au fronton de toutes nos écoles. En tant qu'enseignant et que syndicaliste, je crois profondément à l'éducation. Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit : il ne faut pas laisser passer ne serait-ce qu'un mot.

Puisque l'on doit être sans concession, l'examen du rôle de l'école doit nous amener à relever ses effets positifs. Je ne vais pas prétendre que tous les enseignants sont exemplaires, mais il faut déterminer comment on peut améliorer notre soutien au combat que l'on mène contre le racisme et l'antisémitisme dès l'école primaire. La morale ne saurait suffire.

En tant qu'enseignante, je peux témoigner de la difficulté de ce combat, qui revient à dire à des enfants que leurs parents ont tort, que leur entourage se trompe, et que le racisme est inacceptable.

Les enseignants ayant pris conscience de cet enjeu et de la nécessité de les intégrer au cœur de la classe sont aujourd'hui nombreux. Au Salon de l'Education, les éditions Milan ont présenté, et beaucoup vendu, un livre adressé aux jeunes enfants, intitulé *L'étoile d'Erika*. Il a été utilisé par des institutrices de Seine Saint-Denis suite aux derniers événements de Gagny.

Chaque année, mon syndicat participe avec d'autres syndicats enseignants et la LICRA à la semaine d'éducation contre le racisme. Cela ne suffit, bien entendu, pas, mais cette initiative a de plus en plus de succès. Nous avons également consacré un article de notre journal à ces questions. Professionnellement et syndicalement, nous ne renonçons pas.

Il faut prendre conscience du fait que l'école seule ne peut rien, qu'elle ne fabriquera pas à elle seule du lien social, mais qu'elle se bat et qu'elle a besoin du soutien de toute la République.

Serge MOATI

Vous êtes très nombreux à avoir vu le film *Décryptages*, dont le réalisateur, Jacques Tarnero, est présent.

Jacques TARNERO

J'étais au Forum Social Européen. J'y ai vu de nombreuses choses mais pas de fraternité. Au contraire, j'ai pu constater la présence en filigrane d'une cause politique érigée en religion : la Palestine.

Puisqu'il faut décliner sa carte d'identité politique, je ne conteste pas les droits nationaux légitimes du peuple palestinien. Ce n'est cependant pas ce qui était avancé, qu'il s'agisse de Bernard Langlois, de Daniel Mermet ou de Tarik Ramadan.

Ce lieu est censé proposer de nouvelles solutions au monde. J'ai assisté au triomphe de ce qu'Alain Finkielkraut a dénoncé en préambule : le triomphe de la pensée Durban.

Je pense qu'il y a aujourd'hui un déshonneur pour la gauche de négocier avec la LCR ou José Bové, qui est comparable au déshonneur de la droite lorsqu'elle négociait des accords avec le Front National.

En ce qui concerne le rôle de l'école, je pense qu'il faut mettre en cause l'idéologie dominante dans le milieu enseignant qui répercute l'idée selon laquelle le sionisme est à proscrire. Ainsi, dans une école de Nanterre, des enseignants ont eu l'idée d'aller chercher une pierre à Auschwitz pour la transporter en Palestine et y construire une école de la fraternité. Au-delà de l'apparente bonne intention, cela voudrait dire que les Palestiniens souffrent de ce qu'ont souffert les Juifs à Birkenau. Cette initiative pédagogique n'a pourtant été ni débattue ni contestée.

Malek BOUTIH

Lorsque l'on mène un combat aussi important que celui dont nous débattons aujourd'hui, il faut être précis et se garder des amalgames. Dire que la majorité des enseignants est responsable de l'antisémitisme en France est problématique. La formulation de Jacques Tarnero m'a peut-être induit en erreur, mais je crois que le mécanisme de catégorisation relève d'une méfiance, d'une défiance, d'une peur et d'un isolement. Il y a dans le milieu enseignant du racisme et de l'antisémitisme, comme partout ailleurs. Il faut cependant saluer les efforts positifs de nombreux professeurs, qui apprennent autre chose aux élèves dont ils ont la charge et qui 'mont appris à penser différemment.

Nicole GENEIX

Je ne pense pas qu'il y ait une idéologie dominante dans le milieu enseignant. Je connais l'exemple qu'il a cité, mais comme je l'ai dit tout à l'heure, je ne peux pas, en tant que représentante syndicale, affirmer que tout le monde est exemplaire. Certaines initiatives sont discutables, pour ne pas dire condamnables.

Je connais de nombreux autres exemples d'amalgames, et ce dès l'école primaire. Je pense toutefois que nous avons intérêt à valoriser ce que l'école fait de bien et de positif.

Je précise que j'ai participé à deux débats sur l'éducation au FSE. J'y ai vu des personnes ayant soif d'apprendre et de comprendre, avec une réelle capacité d'indignation. Il y a certes eu des choses discutables, mais il faut faire attention aux amalgames sur tous les sujets.

Pierre MOSCOVICI

La Fraternité est inscrite dans la devise de la République. C'est un objectif, une finalité et un idéal. La question est de savoir comment y parvenir. J'ai envie de prononcer un certain nombre de verbes.

Le premier serait « dénoncer ». François Hollande a ainsi reconnu nos fautes et s'est prononcé au nom du Parti Socialiste pour une dénonciation constante et inconditionnelle de l'antisémitisme. C'est la première des choses que nous devons faire.

Nous devons ensuite « combattre ». Enfin, nous devons « dialoguer », y compris lorsque nous avons des différents, sans quoi cette initiative du Cercle Léon Blum sera condamné à l'enfermement. Il faut également dialoguer à l'extérieur de ce cercle : François Hollande et moi-même nous rendrons à Genève pour soutenir cette initiative et assister à la manifestation prévue le 1^{er} décembre.

Par ailleurs, en réaction aux propos d'Alain Finkielkraut, il ne faut pas penser que le FSE, c'est l'Europe, ou que le FSE, c'est la gauche. Ce n'est pas vrai. Je suis un militant européen. J'ai été Ministre des Affaires Européennes du gouvernement Jospin. Lorsqu'un gouvernement comprenant des ministres d'extrême droite est arrivé au pouvoir en Autriche, les socialistes français ont été les premiers à militer pour des sanctions.

Le FSE a une réalité extrêmement composite. Il faut là aussi mener des formes de dialogue appropriées et être capable de faire le tri entre ce qui est absolument intolérable, comme la présence de Tarik Ramadan ou les inspirations idéologiques de certains, et le reste. Certains sont d'abord anti-mondialisation. De là, ils deviennent anti-américain, anti-sioniste et antisémites. Au passage, ils deviennent anti-européens. Or j'affirme que renoncer à l'Europe nous affaiblirait considérablement, y compris au Proche Orient.

D'autre part, si j'ai adhéré au Parti Socialiste, en tant que Juif, Français et socialiste, c'est aussi en pensant à Léon Blum. Il faut réfléchir et essayer de savoir pourquoi il se serait battu aujourd'hui. Or cet homme s'est battu pour la République, pour la gauche et le socialisme, ainsi que, sur la fin de sa vie, pour le sionisme, porteur à son sens d'une paix pour le Proche Orient.

Faire respecter Léon Blum suppose une forme de fraternité. Cela suppose aussi que l'on ne condamne pas l'ensemble de la gauche et que l'on n'oublie pas l'histoire commune de la gauche, des Juifs et d'Israël, qui a pu connaître des difficultés mais qui est également porteuse de traditions extrêmement fortes.

Jean-Christophe CAMBADELIS

Comme nous le constatons, la fraternité ne va pas de soit. C'est un combat, qui se mène dans des moments historiques et politiques particuliers.

Avant de comprendre comment elle peut s'imposer en France, il est important d'aborder certaines spécificités françaises. L'antisémitisme en France ne s'est pas caractérisé par des pogroms dans les villes comme dans d'autres pays. Il s'agit à l'inverse de pogroms dans les têtes. Nous combinons ainsi un antisémitisme politique et un antisémitisme culturel.

Face à cet antisémitisme politique, la gauche a toujours été mal à l'aise. Lorsque Drumont posait le problème du Juif et de l'argent, le militant socialiste et les premiers militants communistes, ne savaient pas comment se comporter. Au moment de l'affaire Dreyfus, les dirigeants du parti socialiste n'osaient pas prendre sa défense, parce qu'il estimaient qu'il était un juif petit-bourgeois. Au commencement de l'ultra-gauche et de la CGT, le courant Blétry a donné naissance à un courant antisémite.

A chaque fois, des hommes et des femmes se sont regroupés et ont fait preuve d'intransigeance, pour se battre sur les mots et combattre les propos politiques de l'antisémitisme. A cet égard, Léon Blum est une figure intéressante pour nous tous : face à une telle peur, sa réponse était politique. Il ne s'agit donc pas de se retrouver seuls et isolés pour se rendre compte que les autres nous sont opposés, mais de devenir majoritaires pour faire reculer l'antisémitisme.

De ce point de vue, les propos de François Hollande sont déterminants. Il a posé la question centrale : celle de la République.

En ce qui concerne la partie internationale, il y a un mouvement à créer aujourd'hui : celui de l'appel pour la Paix. Plus nous serons nombreux, plus le Cercle Léon Blum fera signer ce texte à des citoyens français, quoi qu'ils pensent par ailleurs, plus nous serons en mesure de créer les conditions politiques pour faire reculer à l'échelle internationale un phénomène que nous réprouvons.

Il est tout aussi nécessaire de défendre de façon intransigeante la République en France et l'appel de Genève au niveau international, tout en sachant que le casting pour réaliser ce projet n'est pas le plus adéquat, qu'il s'agisse de Bush, de Sharon ou d'Arafat. Cela ne doit pourtant pas nous empêcher de populariser cet appel.

Serge MOATI

Je vous suggère un nouveau mot : « communautarisme ».

Malek BOUTIH

Dans la société française, le communautarisme est une prison que l'on veut nous imposer. Il ne s'agit plus seulement de comportements individuels. Il s'agit désormais d'un discours politique, qui veut enfermer les citoyens français dans une communauté. J'affirme au contraire que je n'appartiens pas à d'autres communautés que la communauté nationale et républicaine.

Je fais partie de ceux qui ont dénoncé dès le premier jour les actes antisémites en tant que tels, sans donner d'explications et sans recourir au contexte international. Je l'ai fait en homme libre, en militant antiraciste, et en tant que militant de gauche. Je ne veux pas que demain on m'enferme dans une communauté, qui n'est pas un rassemblement comme les autres mais qui se fonde sur ce qu'il y a de pire dans l'identité.

La présence dans certains combats de gauche ou dans les lieux où la gauche combat d'hommes comme Tarik Ramadan est donc contradictoire. Je me refuse à laisser ce discours s'affirmer et à me faire représenter par Ramadan, ou l'UOIF, même si le Ministère de l'Intérieur les a intronisés au moyen de fausses élections.

Enfin, je voudrais vous adresser le message de jeunes et de moins jeunes qui partagent mes origines et qui partagent totalement mes convictions : lorsque nos regards se croisent, ils veulent qu'on ne voit pas dans chacun d'entre nous l'image que l'on veut nous coller, celle du communautarisme. Ils veulent qu'on puisse aussi déceler ceux qui sont heureux de vivre en France, qui apprécient les autres et qui souffrent de l'image qui est donnée de leur religion, de leurs origines et de leur famille. Combattre le communautarisme, c'est accepter cet échange de regard et reprendre confiance en constatant que les communautaristes sont minoritaires. C'est nous qui sommes majoritaires !

Bernard KOUCHNER

Je suis un peu gêné par ces mots, qui charrient beaucoup de sous-entendus. Le communautarisme nous concerne également, même si nous pensons tous que la République est la forme suprême de la vie en société. Ce n'est pas forcément quelque chose de négatif. Je partage les conceptions de Malek Boutih, mais il faut également se rendre compte, avec beaucoup de précautions, que le communautarisme est aussi, de par le monde, un moyen de protection pour certaines personnes. C'est une façon pour eux de comprendre le monde et de retrouver une certaine chaleur dans des liens familiaux quelque peu brisés.

Comme Alain Finkielkraut, j'ai été scandalisé par l'assimilation réductrice entre le combat des palestiniens et la Shoah qui a été faite à Durban. Les ONG et les associations ont beaucoup contribué à la naissance d'une image positive de la lutte des Palestiniens. Il faut comprendre que ces personnes issues du milieu médical ou de la Communauté Européenne, qui se sont engagés dans la construction d'un Etat palestinien au moment où nous pensions que le processus d'Oslo allait aboutir, constatent des différences que certains autres refusent. Ils condamnent évidemment les attentats suicides, cette forme de guerre horriblement moderne, qui n'est pas que palestinienne et sans doute pas qu'islamique. Ils cherchent cependant à comprendre comment elle a pu naître et ce qu'elle signifie. Est-ce qu'une mère palestinienne souffre moins qu'une mère israélienne ? Est-ce qu'être menacé par un avion de chasse n'est pas sensiblement la même chose que d'être sous la menace d'un attentat suicide ? Si l'on ne comprend pas cela, il sera impossible de développer les forces nécessaires pour faire aboutir un processus de paix. Cela ne veut pas dire que j'approuve ces raccourcis. Je veux simplement souligner le fait que les douleurs sont « bilatérales ».

Nous sommes en France. Il était naïf de penser, comme la gauche l'a trop fait, que ce conflit qui dure depuis plus de quarante ans ne laisserait pas de traces en notre sein. C'est presque idiot de le penser. Nous avons défendu l'état d'Israël, la seule démocratie de cette région du globe. Pierre Moscovici nous a rappelé la place particulière que les socialistes ont tenue dans cette histoire.

J'ai connu des communautés dans le monde qui avait du mal à s'assimiler. C'est là le levier des déchirures, des brutalités, de la guerre et du nettoyage ethnique. Il faut évidemment combattre ces effets du communautarisme, mais en en comprenant le fonctionnement. En France, nous ne pouvons pas dire que nous ne sommes pas concernés par l'histoire du Proche Orient. Nous y avons une place historique qu'il nous faut assumer.

Alain FINKIELKRAUT

A ma propre surprise, j'interviens depuis deux ans sur Radio Communauté. Suis-je devenu communautariste ? Ma réponse est non. Il se trouve qu'il y a aujourd'hui une communauté de

destin des juifs face à l'antisémitisme. Hannah Arendt disait : « Lorsque je suis attaquée comme juive, je ne réagis pas comme membre de l'humanité. Je réagis comme juive. » C'est ce que j'essaie de faire.

Cependant, notre situation a ceci de paradoxal et d'extrêmement douloureux que nous ne sommes pas simplement attaqués comme juifs mais aussi, de façon continue, comme racistes. Les juifs savaient répondre, stratégiquement, politiquement et juridiquement, à l'incitation à la haine raciale. Nous sommes juridiquement complètement démunis face à l'incitation à la haine anti-raciste.

Comme cela a été annoncé de façon très élogieuse par *Le Monde* et *Télérama*, un film de quatre heures sera diffusé sur Arte lundi soir. Il s'appelle *Route 181* et est réalisé par un cinéaste israélien et un cinéaste palestinien. Tous deux dénoncent la politique d'Israël des origines à nos jours en tant que politique d'épuration ethnique. Ils appellent donc à la constitution d'un tribunal de Nuremberg et calquent leurs interviews sur celles réalisées par Claude Lanzmann dans *Shoah*. Un coiffeur palestinien qui a assisté à un massacre de Palestiniens est filmé exactement comme le coiffeur de *Shoah*, qui s'effondre à l'évocation de ce qu'il a été amené à faire. Signe de la confusion des temps, c'est une initiative du cinéaste israélien, à laquelle le cinéaste palestinien s'était opposé. Il appelle cela son « côté sale gosse ». J'appelle cela de l'incitation à la haine anti-raciste. Elle ne laisse que deux options : soit vous vous désolidarisez de cet état nazi, soit vous êtes complice.

Enfin, je rejoins Bernard Kouchner et Pierre Moscovici : j'ai l'intention de soutenir l'initiative de Genève et de m'y rendre le 1^{er} décembre. J'espère que cette initiative permettra de sortir de l'immobilisme, largement imputable à une politique israélienne qui remplace le courage politique par des faits d'armes. J'ajoute cependant que si je suis clairement opposé à cette politique, il y a une manière antisémite de critiquer Ariel Sharon. A partir du moment où on fait de lui un nazi et où on crée dans les manifestations une entité Bush-Sharon, on le situe à la croisée d'un antinazisme délirant et d'une théorie du complot qui fait des juifs les « tireurs de ficelle » de la mondialisation actuelle. Tant que l'on se contentera de montrer les « bons » juifs qui se rendent à Genève et ne sont pas comme cet horrible monstre, nous n'aurons fait que la moitié du chemin. Il faut aborder le conflit du Proche Orient dans sa dimension singulière en refusant cette satanisation qui entretient l'incitation à la haine antiraciste dont les juifs sont aujourd'hui l'objet.

Jean-Paul HUCHON

Lorsque l'on parle de communautarisme, Bernard Kouchner a raison de dire qu'ils sont condamnables dans la République telle que nous la concevons mais qu'ils s'expliquent par la dureté de notre société. Ce sont des mécanismes de défense que l'on peut comprendre.

Nous ne devons cependant pas faire preuve de faiblesse. Le communautarisme n'a pas sa place dans notre société, même si le modèle anglo-saxon venait à s'installer en Europe. Les islamistes radicaux, en particulier, sont tentés de piquer la bête républicaine pour voir si elle se réveille encore. Nous ne devons donc avoir aucune complaisance. Contrairement à ce que certains prétendent, la présence de signes religieux dans les classes est une question importante. Il nous faut réagir au travers, comme l'a dit François Hollande, d'une charte de la laïcité qui permette de lutter contre les discriminations.

Nous ne pourrions pas lutter contre le communautarisme si nous ne mettons pas en place pour les jeunes de ce pays d'accéder aux boîtes de nuit dans délits de faciès, aux cinémas, aux restaurants,

au logement et à l'emploi. Cette discrimination est réelle. Cela suppose une politique de gauche qui s'oppose aux discriminations.

Enfin, comme le disait Alain Finkielkraut, si l'on veut éviter les confusions et l'inculture historique, il faut demander au Ministre de l'Éducation que l'enseignement de la lutte contre le racisme, de l'histoire et des religions soit une priorité. C'est la seule garantie contre les gestes dont nous sommes témoins chaque jour.

Nicole GENEIX

Je suis d'accord pour qu'on demande beaucoup à l'école, et qu'on soit très exigeant sur ses programmes, ses contenus et sur la formation des enseignants. Certaines choses existent déjà. Cependant, si les défauts de l'école ne sont pas seulement exogènes et imputables à la société, il ne faut pas s'étonner que, lorsqu'on laisse certains élèves dans certains quartiers vivent dans des conditions dramatiques, sans aucun espoir, cela fasse le lit des communautarismes. Il ne s'agit pas seulement d'entrer dans une boîte de nuit. L'accès à l'éducation, à l'art et à la culture, donc à l'esprit critique, est une question d'avenir.

Il ne s'agit pas d'avoir des préfets musulmans, mais peut-être d'avoir des préfets issus de l'immigration pour lutter contre l'échec de l'intégration. Il faut donc demander beaucoup à l'école, mais la fracture sociale et la fracture scolaire doivent être traitées en même temps.

Pierre MOSCOVICI

Dès lors que l'on se situe dans le cadre républicain, les propos de Malek Boutih étaient d'une justesse absolue. Le communautarisme est une prison dont nous devons nous libérer. La république ne peut pas tolérer d'être organisée de cette façon.

Le problème est cependant plus complexe. Chacun d'entre nous a sa propre identité et son histoire individuelle. Nous avons sans doute plusieurs types d'appartenance. Alain Finkielkraut a cité Hannah Arendt, mais il faudrait peut-être songer à inverser son affirmation. Quand je suis critiqué comme juif, il me faut peut-être trouver une forme de dénonciation plus universelle, de sorte que je réagisse comme juifs mais aussi comme républicain et socialiste. C'est ainsi que l'antisémitisme ne sera plus perçu comme une menace pour le juif mais pour tous.

Il faut que les notions de République, de communauté et d'identité se cimentent. L'exemple de Léon Blum est une fois de plus frappant : il faut lire ses souvenirs sur l'Affaire, dans lesquels il explique comment il s'est déterminé au sujet de l'affaire Dreyfus, en tant que juif à l'origine, mais aussi en tant que républicain. Nous devons nous en inspirer.

Enfin, il est permis de critiquer Israël et son gouvernement. D'une certaine manière, il le faut. Si nous pensons que ce pays se distingue de ses voisins parce qu'il est une grande démocratie, nous pouvons le faire. Il doit par contre être proscrit de confondre la critique d'Israël avec ces accusations racistes. Je ne supporte pas qu'on puisse affirmer que les victimes d'hier seraient devenus des bourreaux, et se servir d'un désaccord avec Sharon pour nier l'existence d'Israël.

Jacques TARNERO

J'aimerais parler désormais du mot « sionisme ». Il y a des clivages haineux et terrifiants dans la pensée politique depuis que ce mot a été stigmatisé, à partir d'une équivalence avec les mots « raciste » et « apartheid ». Une des grandes banderoles du FSE dénonçait le mur de l'apartheid.

Il est urgent que nous nous déterminions politiquement par rapport à ce mot. Il y a eu dans le mouvement sioniste autant de clivages idéologiques qu'il y en a dans n'importe quel mouvement d'indépendance nationale. Aujourd'hui, la motion de l'ONU de 1975, qui faisait du sionisme un racisme, est réactualisée. Je crois qu'il est très important, à gauche, que l'on réhabilite ce mot et qu'on lui donne son sens réel. En l'occurrence, c'est le mouvement d'indépendance nationale d'un peuple.

Dire qu'un peuple sur la terre n'a pas droit à son mouvement d'indépendance nationale, c'est-à-dire la disqualification de ce terme et de son histoire, est un acte raciste.

Serge MOATI

J'ai encore deux mots à vous suggérer. Le premier est un nom propre : « Sharon ».

Malek BOUTIH

En ce qui concerne le sionisme, Sharon et la situation au Proche Orient, la pensée d'Alain Finkielkraut correspond à mes convictions. Autrement dit, il est possible de s'engager et de débattre, mais il faut poser une limite à la manipulation des termes et aux différentes formes d'anti-racisme. Celui-ci est en effet traversé de différents courants. Le MRAP a participé à une manifestation où on a entendu « Morts aux Juifs », alors que la Ligue des Droits de l'Homme écrit le texte justifiant la présence de Tariq Ramadan au FSE. Il y a aussi celui de SOS Racisme, qui organise des débats contre l'antisémitisme et qui l'assume.

Les mots « Sharon » et « sionisme » doivent pouvoir être débattus de façon critique et politique, sans laisser de champ à la manipulation sémantique et à l'exagération.

Jean-Paul HUCHON

Considérer le mot « sionisme » sous un angle négatif alors que l'Etat d'Israël existe depuis 55 ans révèle un réel antisémitisme.

On a évidemment le droit de combattre Sharon. J'aimerais toutefois attirer votre attention sur un point. J'ai dirigé le cabinet d'un Premier Ministre alors que la France était sous la menace du terrorisme, notamment d'Action Directe. Il faut comprendre ce que c'est que de diriger un pays dans ces conditions. Reste qu'Israël est un état démocratique et qu'il est toujours possible de changer Ariel Charon si on n'est pas satisfait de la politique qu'il mène.

Alain FINKIELKRAUT

J'aimerais m'adresser aux personnes de la salle qui expriment un certain mécontentement, parce que, à leurs yeux, nous parlons trop de la situation israélienne. Les juifs sont constamment saisis en France de la situation israélienne. C'est une véritable obsession, qui motive toutes les attaques.

Au FSE, le Mouvement Immigration Banlieues (MIB), qui était déjà présent au Larzac, a prétendu que la situation quasi-coloniale des jeunes de cité est comparable à celle des enfants de Gaza. Autre cas particulier, que l'on ne doit pas généraliser comme le dit bien Malek Boutih, un article du Journal du Dimanche faisait récemment état d'un professeur se lançant dans une violente diatribe contre Israël et qui s'était adressé à une élève lui reprochant son manque de neutralité en ces termes : « Tu dois être juive pour parler et penser comme cela ».

Adossé à cette interprétation complètement délirante du conflit israélo-palestinien, nous avons affaire à un antisémitisme qui n'est plus celui de la jalousie et du ressentiment, mais à un antisémitisme sentimental et fraternel auquel il nous est plus difficile de répondre.

Jean-Christophe CAMBADELIS

En ce qui concerne le communautarisme, j'ai été inquiet de voir le Ministre de l'Intérieur négocier, devant des millions de Français, avec Tarik Ramadan. Ses propos sur l'antisémitisme ont été excellents, mais la négociation sur le voile plaçait Ramadan comme représentant de l'Islam en France. C'est réellement problématique.

En ce qui concerne le sionisme, j'ai toujours été étonné de voir des gens de gauche et d'extrême gauche qui refusent de comprendre ce que fut ce mouvement. Il a pourtant d'abord été un anti-impérialisme, combattant la Grande-Bretagne. Il est tout aussi étonnant de constater que tous les peuples de la Terre ont droit à un état, sauf un seul, en plus éventuellement des Kurdes. Cela veut dire que l'on ne reconnaît pas l'Etat d'Israël et que la négociation est impossible. Au lieu d'un compromis nécessaire tel que le développe l'Appel de Genève, c'est le retour «aux « Juifs à la mer ».

Enfin, vous pouvez me dire tout ce que vous voulez, mais moi, en tant que Grec, Français, républicain et socialiste, je choisirais toujours Rabin plutôt que Sharon.

Pierre MOSCOVICI

En ce qui concerne Ariel Sharon, qui fait bel et bien partie du débat politique national, il me faut d'abord rappeler, en tant que responsable des affaires internationales du Parti Socialiste, qu'il est un chef de gouvernement légitime. Il a été élu. Nous devons le traiter comme tel.

Par ailleurs, dans un souci de rigueur et d'honnêteté, il ne faut pas céder à la démonisation de Sharon et étudier aussi les responsabilités de Yasser Arafat. Il faut aussi comprendre la situation sur place. Le sociologue allemand Ulrich Beck posait cette question dans *Le Monde* : quel serait mon attitude si je voyais ma famille sauter dans un bus à Haïfa ?

Surtout, je demande le droit d'être en désaccord avec lui. Je pense qu'il a une responsabilité très grande dans la situation actuelle, parce que je n'approuve pas son refus du dialogue et l'édification

d'un mur. Je préfère effectivement Rabin à Sharon et l'espoir de Genève à l'échec du processus de paix.

Bernard KOUCHNER

Le sionisme était un mouvement de libération du peuple juif. Il a fondé une démocratie. Cela doit en permanence être rappelé et expliqué. Lorsque nous nous adressons à des gens, en dehors de la communauté musulmane, qui n'ont pas connu ce mouvement, je suis toujours frappé de constater leur ignorance absolue des conditions historiques de la constitution de cet Etat. Il faut considérer cette histoire spécifique.

J'ai également entendu Malek Boutih parler des dérapages verbaux constatés dans certaines manifestations. Je connais beaucoup de gens, que l'on peut juger égarés ou trompés dans cette extrême gauche, qui ne pensent pas cela. Ils ne doivent pas être confondus avec le FSE ou certains courants de l'extrême gauche.

Je souhaite rappeler à notre intention et pas par rapport au Proche Orient, pour lequel il faut s'inscrire dans le processus de paix qui reprend, ce que Rabin avait déclaré : « Je mènerais la lutte contre le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus de paix. Je mènerais le processus de paix comme s'il n'y avait pas de terrorisme. »

La réponse politique

Les intervenants sont :

- *Guy KONOPNICKI, Ecrivain, Editorialiste à Marianne*
- *François ZIMERAY, Député Socialiste Européen, Vice-Président du Cercle Léon BLUM*
- *Aurélie FILIPETTI, Conseillère du V^{ème} arrondissement, Porte-Parole des Verts – Paris*
- *Jean-Claude GAYSSOT, Ancien Ministre, Membre du Parti Communiste et auteur de la loi de 1990 contre le négationnisme*
- *Julien DRAY, Député de l'Essonne, Porte-Parole du Parti Socialiste, Fondateur de SOS Racisme*

Le débat est animé par Anne SINCLAIR.

Anne SINCLAIR

Cette deuxième table ronde est consacrée aux réponses que l'on peut et que l'on doit attendre de la politique. Comme l'a dit François Azoulay, et même si François Hollande a aujourd'hui répondu avec beaucoup de clarté, les politiques de gauche font souvent preuve d'une certaine gêne sur ce sujet, alors que l'heure n'a jamais été aussi grave.

Les personnalités qui sont rassemblées autour de moi sont insoupçonnables, mais elles appartiennent à des formations où la gêne est plus de mise que la clarté, donnant surtout l'impression d'abandonner ce terrain de combat contre l'antisémitisme à la droite, alors que c'est une valeur fondatrice de la gauche.

Je vais donc leur demander de débattre autour de ces quelques thèmes :

- la timidité de la gauche face à l'antisémitisme et ses éventuels complexes ;
- la division des forces de gauche, à l'intérieur des partis politiques ;
- le manque de clarté dans la dénonciation de l'anti-sionisme ;
- les éventuelles propositions qu'ils peuvent faire chacun dans leurs formations respectives.

Commençons par le silence de la gauche, partiellement rompu ce soir par François Hollande. Un récent édito de Jacques Julliard rappelait le déferlement de condamnations près Carpentras et le comparait aux maigres protestations constatées après Gagny.

Julien Dray, ce silence est-il révélateur d'une gêne ou d'une certaine complaisance ?

Julien DRAY

Ce silence est intervenu à un moment particulier. Les choses se sont progressivement clarifiées pour ce qui est du Parti Socialiste, dont l'expression est désormais claire. Nous avons ainsi été les premiers à dénoncer la présence de fondamentalistes religieux au FSE.

Anne SINCLAIR

Les socialistes sont pourtant restés au FSE et ont participé à des débats où Tarik Ramadan intervenait.

Julien DRAY

Il y a effectivement là une bataille politique à mener. Je suis peut-être en désaccord avec certains intervenants, et cela fait également débat au sein du parti, mais je ne considère pas que tous les alter-mondialistes sont antisémites. Il y a des confusions idéologiques qu'il faut combattre. La collusion entre ceux qui revendiquent un autre monde et les fondamentalistes est impossible. Nous avons, à mon sens, raison de rester pour porter le débat et amener des clarifications nécessaires.

Mon interprétation du silence du Parti Socialiste est la suivante : la montée de l'antisémitisme en France correspond au début de la deuxième intifada. Un certain nombre de responsables considère

alors, en accord avec certaines autorités communautaires comme Henri Hajdenberg, qu'il ne faut pas mettre de l'huile sur le feu et que nous n'avons affaire qu'à l'extrapolation minoritaire de quelques voyous de ce qui se passe au Proche Orient. En parler ne ferait qu'attiser le phénomène, que nous pensions éphémère.

Notre silence gêné vient de là. Il a effectivement donné lieu à une situation dramatique dans la campagne présidentielle, notre échec s'expliquant aussi par notre incapacité à comprendre ce qui est en train de se passer. Le matraquage médiatique extraordinaire autour d'évènements comme Djénine transgressait les règles élémentaires de l'information.

Or il faut condamner l'anti-sionisme comme la nouvelle forme de l'antisémitisme. La tentation réside dans l'établissement d'une grille de lecture simplificatrice, qui doit dans les Etats Unis un Grand Satan, qui oppresse le peuple palestinien parce qu'il est dirigé par un lobby juif.

Anne SINCLAIR

Une telle pensée existe-t-elle au sein du Parti Socialiste ?

Julien DRAY

Cela peut exister parce que par facilité intellectuelle, certains considèrent que les ennemis de mes ennemis sont amis et que tout ce qui contribue à la lutte contre l'impérialisme américain est bon à prendre. C'est en ce sens qu'il y a aujourd'hui une confusion et pour ces raisons que nous devons extrêmement net, clair et précis dans notre dénonciation.

Guy KONOPNICKI

Je salue le courage de Julien Dray, qui reconnaît certains faits. J'aimerais toutefois pousser l'analyse un peu plus loin. Quelques semaines avant l'élection présidentielle se tient une manifestation à laquelle le Parti Socialiste ne participe pas, mais qui comprend, en tête de cortège, deux candidats de la gauche, dont une ministre du gouvernement : Noël Mamère et Marie-George Buffet. Un groupe d'excités issu de cette manifestation brûle un drapeau israélien. C'était la première fois que l'on brûlait une étoile de David à l'issue d'une manifestation parisienne. Marie-George Buffet a eu un mot de condamnation, mais ce n'est pas le cas de Noël Mamère.

Nous parlions d'un antisémitisme nouveau, mais il me paraît plus vieux que vous ne croyez. August Bebel disait au début du XX^{ème} siècle que l'antisémitisme était le socialisme des imbéciles. Il condamne déjà la tendance antisémite de la mouvance anti-capitaliste, dont Jules Guesde était le champion, mais que les gauchistes portent également aujourd'hui sous couvert d'anti-sionisme. Il ne s'est certes jamais exprimé avec autant de force, mais cet antisémitisme de gauche n'est pas nouveau.

Comment expliquer la mollesse des réactions à la veille de l'élection présidentielle ? Le texte permettant de décoder cette attitude était alors sur le site du Parti Socialiste, signé par Pascal Boniface. Il y établissait un compte électoral, comparant les potentiels de voix des sympathisants palestiniens à celui des voix juives.

Anne SINCLAIR

Restons sur le sujet du silence et sur les origines de cette gêne. S'agit-il du passé colonial de la France que la gauche s'approprie ? S'agit-il du fait que cet antisémitisme est porté dans les cités et les quartiers défavorisés par les plus défavorisés, que la gauche aurait donc du mal à condamner ?

Puisque Noël Mamère a été mis en cause, peut-être qu'Aurélie Filipetti peut nous éclairer sur ces points ?

Aurélie FILIPETTI

Je ne suis vraiment pas la porte-parole de Noël Mamère. En ce qui concerne l'antisémitisme et la gauche, il y a deux éléments qu'il faut considérer.

Il existe effectivement un opportunisme électoraliste, qui vise à séduire les jeunes de banlieue. C'est une grave erreur. Comme l'a dit Malek Boutih, tous les jeunes de banlieue ne sont pas antisémites. C'est loin d'être le cas.

Par ailleurs, les rapports qu'entretient une partie de la gauche à Israël sont en question. Au sein de nos partis, certaines personnes trouvent l'existence même d'un état juif insupportable. Même si ce n'est qu'une minorité et qu'une telle opinion ne correspond pas aux valeurs de la gauche, ce courant existe. Il fait d'Israël l'héritier de la politique coloniale européenne. Il s'inscrit aussi dans un antiaméricanisme viscéral et non réfléchi, un anti-libéralisme exacerbé, plaçant Israël du côté des Etats Unis et du capitalisme. Enfin, certains, comme José Bové, entretiennent probablement un rapport au territoire qui nourrit cette conviction.

Ce sont des explications que j'ai cherché après les manifestations contre la guerre en Irak, lorsque je me suis rendue compte de ce qui se passait au sein même de nos partis de gauche. J'ai pensé qu'il fallait à ce moment-là que l'on était sioniste et pro-palestinien. Le mot « sioniste » permettait de séparer le bon grain de l'ivraie, et de faire la différence entre ceux qui défendent légitimement les droits des Palestiniens, tout en reconnaissant la nécessité et la légitimité d'Israël, et ceux qui instrumentalisent la cause palestinienne.

Anne SINCLAIR

Tu avais proposé que, lors de ces défiles, le drapeau israélien soit joint au drapeau palestinien. Comme sur la proposition précédente, tu étais assez minoritaire.

Aurélie FILIPETTI

Pour moi et d'autres militants verts, il s'agissait de manifestations pacifistes. Nous avons donc fait cette proposition, qui symbolise bien la coexistence pacifique des deux états telle que nous la recherchons, mais qui a suscité un tollé de la part de certains militants.

Jean-Claude GAYSSOT

En ce qui concerne le Parti Communiste, les choses étaient différentes pendant la guerre. Dans la lutte contre le nazisme et dans la Résistance, le Parti des Fusillés avait en effet une place à part. Les évènements des années 1960, en particulier après 1967, l'attitude du Parti a évolué vers l'anti-sionisme, et même s'il s'en est toujours défendu, vers l'antisémitisme.

Lors des vingt dernières années, le Parti a par contre affirmé une idée fondamentale : le droit à la sécurité d'Israël doit être autant défendu et promu que le droit à l'existence d'un Etat palestinien. Lorsqu'à la fin des années 1980, Michel Rocard avait lancé l'idée de faire voter des lois proposés par des députés, le Parti Communiste a proposé que ce soit la loi contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Cela se passait au moment de la montée de l'extrême droite dans le pays.

Cette loi, contrairement à celle de 1972, a été votée à la majorité, et non pas à l'unanimité. Elle a violemment été critiquée par l'extrême droite, car elle permettait de condamner les personnes niant l'existence de la Shoah.

Anne SINCLAIR

Cette loi était essentielle, mais n'était-il pas plus facile et plus confortable intellectuellement de ne se battre que contre l'antisémitisme de droite ?

Jean-Claude GAYSSOT

Quelle que soit la forme de l'antisémitisme, quelle que soit son ampleur, dès lors qu'il inspire des actes et des mots porteurs de discrimination et de mort, il faut savoir se battre, se mobiliser et aller dans la rue.

Anne SINCLAIR

François Zimeray, vous avez déjà abordé ce silence. Vous avez été le parlementaire européen le plus combatif sur ce sujet, mais cela a provoqué une certaine gêne, y compris de la part de certains collègues socialistes.

François ZIMERAY

En politique, on a coutume d'interpréter les mots et les actes. Il est plus difficile d'interpréter les silences. Je constate simplement qu'ils traduisent la distance prise par rapport à nos valeurs. Plutôt que de courir derrière certaines alliances douteuses, je crois que nous ferions mieux de poursuivre nos propres convictions.

Certains actes sont également problématiques. Il y a plus d'un an, au Parlement Européen, une résolution a été présentée visant à rompre l'accord d'association entre l'Europe et Israël. Ce type de sanctions n'avait été adopté que contre le Nigéria, le Togo, la Serbie et le Soudan. Il s'est trouvé une majorité de députés socialistes européens et de députés socialistes français pour la voter, alors que les mêmes soutenaient l'idée selon laquelle l'embargo sur l'Irak devait être levé, un peuple ne devant pas être sanctionné du fait des actes de ses dirigeants. Les mêmes ont voté quelques mois

plus tard un accord d'association avec le Liban, pays qui est « angeschlossen » par la Syrie. Je m'interroge : aucun des nôtres n'a protesté lorsque le président du Groupe Socialiste a utilisé le mot de génocide pour parler de Jénine. Lorsque j'ai cru juste de demander une enquête sur l'emploi des fonds européens dans les territoires palestiniens – je précise que je suis de ceux qui croient que l'Europe doit aider l'Autorité palestinienne, et que j'ai proposé le doublement de cette aide - en particulier dans le domaine éducatif, j'ai recueilli 177 signatures, dont une seule était socialiste. Je me demande encore pourquoi.

Anne SINCLAIR

Pourquoi cette frilosité et ce silence ?

Julien DRAY

Je m'inscris tout d'abord en faux contre ce qu'a dit Guy Konopnicki. Je me permets de l'affirmer car j'en ai récemment discuté avec Lionel Jospin. La note de Pascal Boniface nous a effectivement fait très mal, parce qu'elle est devenue la référence de la pensée socialiste. Notre candidat, et les principaux responsables socialistes, aurait donc fait un calcul électoral et arbitré entre les cités beurs et la communauté juive. Vous pouvez le penser, mais je peux penser le contraire. Comme je fréquente régulièrement un certain nombre de ses dirigeants, je considère que c'est une insulte que d'avancer cette thèse.

Qui plus est, cette note a été utilisée par l'extrême droite israélienne pour nous discréditer. Je le dis avec d'autant plus de conviction que je sais qui l'a fait et que je sais comment cela s'est fait. Nous avons commis une erreur : cette note n'était pour nous que celle d'un individu. Elle n'était certainement pas une référence et nous en avons sous-estimé l'impact, alors que nous aurions dû clairement et immédiatement la dénoncer.

Par ailleurs, j'ai le sentiment que la gauche a une mauvaise lecture de la deuxième Intifada. Les dirigeants socialistes n'ont pas compris que cette Intifada est voulue par Yasser Arafat, pour refuser les accords qui lui sont proposés et pour qu'il puisse demeurer le chef d'une lutte, plutôt que celui d'un Etat. Parce que nous soutenions une cause, nous n'avons pas su nous démarquer des erreurs du dirigeant de cette cause. Nous avons fait une erreur : c'est Arafat qui a fabriqué Sharon.

Cette lecture n'était pas si simple que cela à établir alors. Il était difficile de considérer que l'homme qui avait signé les accords d'Oslo avait changé d'option.

Aurélie FILIPETTI

Il est tout à fait louable de débattre de la gauche face à l'antisémitisme. En préalable, il faut toutefois rappeler le rôle de Jacques Chirac, qui est sorti de sa torpeur estivale pour défendre Yasser Arafat lorsque celui-ci était sur le point d'être expulsé. Il faut également rappeler que la politique arabe de la France n'a pas été définie par des gouvernements de gauche, que le député allemand ayant tenu des propos antisémites était un élu de la CDU et que Berlusconi a minimisé les déportations de Mussolini.

Anne SINCLAIR

Il est évident que nous ne menons ce soir qu'une réflexion sur la gauche, mais que cela n'exonère en rien la droite.

Guy KONOPNICKI

Julien Dray vient de reconnaître qu'au moment du déclenchement de l'Intifada, il y avait en France au Parti Socialiste un *a priori* défavorable vis-à-vis des positions de l'Etat d'Israël, alors dirigé par la gauche en la personne d'Ehud Barak.

Je crois que cela relève d'une perte de repère idéologique et politique qui n'est pas nouvelle. J'ai un souvenir très précis de la première fois qu'un pays arabe en guerre avec Israël s'est assis à la table des négociations. La plupart des dirigeants du Parti Socialiste ne savaient que dire. Jean Poperen est le seul à avoir salué l'initiative de Sadate. Dans le combat contre l'antisémitisme et dans la lutte pour la laïcité, il nous manque aujourd'hui.

Julien DRAY

Je ne peux te laisser trahir la vérité de cette façon. Il est faux de dire que la gauche française était réticente par rapport à la démarche d'Ehud Barak. J'ai personnellement été mandaté par la direction du parti Socialiste en décembre 2001 pour suivre le déroulement des négociations. Ehud Barak et Shlomo Ben-Ami étaient mes interlocuteurs, et ils ont eux-mêmes mis du temps pour arriver à cette conclusion. Ce n'est qu'après Taba que la gauche israélienne a considéré qu'il était impossible de négocier avec Yasser Arafat.

Jean-Claude GAYSSOT

En ce qui concerne le moment auquel l'interprétation politique de cette situation s'est clarifiée, je faisais partie de la délégation accompagnant Lionel Jospin en Israël et en Palestine. Je peux simplement témoigner de rencontres auxquelles j'ai participé à ce moment : à ce moment, certaines personnes issues de la gauche israélienne affirmaient que la politique de Barak allait conduire à l'échec du processus de paix.

Alors que certains affirment qu'Arafat a fait Sharon, il était pratiquement admis au moment où Arafat refuse les accords que Sharon avait déjà gagné les élections.

Il faut se refuser à faire un amalgame entre la critique de Sharon et l'antisémitisme. Je ne suis pas efficace dans ma lutte contre l'antisémitisme, si je ne peux pas critiquer le gouvernement d'Israël.

Anne SINCLAIR

Peut-être doit-on comprendre et admettre qu'il est possible d'avoir des positions contre le gouvernement israélien ou le gouvernement américain sans être pour autant contre l'état d'Israël. Sommes-nous dès lors d'accord, autour de cette table, pour affirmer que l'anti-sionisme doit être combattu ?

Jean-Claude GAYSSOT

Dans la mesure où l'anti-sionisme conteste le droit à l'existence d'un état indépendant et qu'il devient synonyme d'antisémitisme, je suis évidemment d'accord.

Aurélie FILIPETTI

Il n'y a pas lieu d'introduire une distinction entre l'anti-sionisme et l'antisémitisme. Une telle démarche est nauséabonde. Il faut refuser ce cache-sexe de l'antisémitisme. On peut critiquer la politique de Sharon, mais pas n'importe comment et pas avec n'importe qui. J'ai trop entendu d'amalgames entre Sharon, l'Etat, et le gouvernement. Les termes de génocide, de crimes contre l'humanité, et de camps de concentration ont une histoire. Les utiliser revient à attaquer les Israéliens en tant que juifs en faisant référence à la Shoah. C'est inacceptable.

Anne SINCLAIR

En tant que responsables politiques, quelles réponses concrètes à la montée de l'antisémitisme en France préconisez-vous ?

Guy KONOPNICKI

Je vous rappelle que les derniers juifs assassinés en Europe l'ont été par Staline, et non pas par Hitler, au nom d'une politique anti-sioniste. Ces gens n'étaient d'ailleurs pas sionistes : ils étaient communistes et avaient fondé le Comité Antifasciste Juif de Moscou. L'anti-sionisme est une idéologie criminelle.

Le problème de la critique de la politique israélienne réside dans son déséquilibre, semblable en cela au déséquilibre que l'on constate dans les actions de solidarité. Lorsque Julien Dray et Harlem Désir emmenaient des jeunes en Israël et dans les Territoires, afin de rencontrer des jeunes et des dirigeants des deux côtés, c'était parfait. Aujourd'hui, la ville d'Aubervilliers et quelques autres emmènent des gamins des cités écouter de la propagande anti-sioniste dans les camps palestiniens, ce qui pose un véritable problème politique.

Anne SINCLAIR

Je salue la présence de Bertrand Delanoë, qui vient de nous rejoindre.

Sur quelles initiatives concrètes vos formations peuvent-elles s'engager à la sortie de ce débat ? Comment pouvez-vous lutter contre l'antisémitisme sur le terrain ? Est-ce par la pédagogie ? Est-ce par l'action sociale ? Quelle est la réponse politique ?

Julien DRAY

Il faut d'abord clarifier nos positions idéologiques : nous sommes à la fois sionistes et pro-palestiniens. La gauche doit, à mon sens, se retrouver sur ces termes précis. La confusion la plus insupportable est celle que l'on retrouve dans la réponse de Tarik Ramadan à Bernard-Henri Lévy.

Il y a toujours un bon juif de service : celui qui est contre l'Etat d'Israël. Cet Etat est évidemment totalement assimilé à Sharon.

Dans un deuxième temps, il faut comprendre que l'antisémitisme fleurit au sein de la communauté maghrébine et dans les quartiers. Il s'agit donc de déterminer si les porte-paroles de ces populations ghettoïsées vont être les fondamentalistes religieux ou ceux qui considèrent qu'il s'agit d'une question sociale avant d'être une question ethnique. Notre travail à nous est d'aider que se fabriquent le plus rapidement possible des figures symboliques, tant à la tête de nos partis, de nos associations que dans la représentation nationale, qui prouvent que l'intégration peut être un succès et qui montrent à ces jeunes de cité que nous ne les laisserons pas enfermés dans ces ghettos. Si nous ne nous engageons pas dans cette voie, leur grille de lecture se fondera sur un monde qui les aura écarté, et ils se revendiqueront d'un combat dont ils n'ont aucune idée claire, se rangeant dans le camp des opprimés. Il faut que les musulmans laïques modérés puissent accéder à toutes les responsabilités.

Jean-Claude GAYSSOT

J'ai dit tout à l'heure que, sur le plan politique, j'étais d'autant plus efficace pour combattre l'antisémitisme que je ne faisais pas l'amalgame avec les politiques conduites par Sharon ou Arafat. Je pense aussi que le processus de Genève peut jouer un grand rôle dans la lutte contre l'antisémitisme. Il faut favoriser son enracinement et son développement, et tout fait pour qu'il aboutisse.

Lorsque j'étais ministre, j'ai pris l'initiative, à la demande de Fodé Sylla, d'emmener les lycéens de Vitrolles, de Marignane et de certains arrondissements de Marseille, à Auschwitz. Ces 200 jeunes de toutes origines ont fait preuve d'une attitude terriblement émouvante et constructive. Je pense que faire connaître l'histoire de la Shoah participe de la lutte contre l'antisémitisme.

J'ajoute que notre combat pour la justice et l'égalité, dans les cités comme dans les entreprises, ne doit pas être considéré comme une condition *sine qua non*. Si nous attendons que l'égalité soit acquise pour engager le combat contre l'antisémitisme et le racisme, nous ferions une faute politique et citoyenne grave.

François ZIMERAY

Il importe en premier lieu de ne pas céder aux sirènes de la simplicité et de ne pas sous-estimer la volonté de comprendre des gens. Nous devons rendre compte d'un conflit complexe, et nous ne devons pas nous contenter de la simplification outrancière que le système médiatique lui fait subir. En tant qu'élu local, je constate que les gens apprécient qu'on leur donne une autre version.

Un deuxième élément de réponse réside dans ce que nous faisons ce soir. C'est la raison pour laquelle nous avons fondé ce cercle de réflexion et pour laquelle nous sommes plus de 700 ce soir.

La troisième piste réside dans l'éducation. Elle ne saurait pourtant être restreinte à l'enseignement de ce que fut la Shoah. Il faut également parler du conflit actuel dans toutes ses dimensions. A ce titre, une initiative européenne est nécessaire, car ces problèmes sont nés de l'injustice européenne et de sa violence. J'avais ainsi proposé un programme, intitulé « Stefan Zweig », pour que tous les

manuels scolaires de tous les enfants dans tous les pays de l'Union comprennent quelques pages abordant, dans les mêmes termes, ces questions.

Enfin, en tant que socialiste, nous ne devons pas, pour être fidèle à la pensée et à la parole de Jean Jaurès, nous contenter de chercher un idéal en comprenant mieux le réel, mais, pour reprendre son discours à la jeunesse de 1903, chercher la vérité et la dire. C'est notre rôle. Ce que je dis et ce que je fais, je le fais non pas parce que je suis juif, mais parce que je le crois juste. Je me battrais toujours pour avoir le droit de continuer à le faire.

Anne SINCLAIR

Je me tourne maintenant vers Aurélie Filipetti : qu'est-ce que vous pouvez proposer dans votre parti ?

Aurélie FILIPETTI

Il me semble que nous avons déjà marqué un bon point au sein des Verts, puisque nous avons proposé une motion, votée à l'unanimité par le CNIR, de soutien au pacte de Genève. Nous allons continuer dans ce sens et nous resterons vigilants. Avec Pénélope Comites, adjointe de Bertrand Delanoë, nous sommes un certain nombre à ne plus supporter ce type de discours au sein de notre parti. De nombreux militants nous ont également manifesté leur soutien lorsque nous avons pris position contre ces tendances.

Je suis également d'accord avec Julien Dray quant au danger qui consisterait à laisser glisser le débat social relatif aux banlieues vers le religieux. C'est Tarik Ramadan qui a introduit en France le terme d'islamophobie. C'est pour lui un moyen de déplacer un problème social vers la sphère du religieux. Il faut refuser cela et se battre contre le racisme.

Enfin, en ce qui concerne le Proche Orient, je pense qu'une proposition de gauche, qu'il serait possible de porter au moment des élections européennes, s'impose : il faut proposer l'inclusion dans l'Union Européenne de l'Etat d'Israël et du futur Etat palestinien.

Guy KONOPNICKI

Le nouvel antisémitisme n'est pas seulement un phénomène spontané dû à la déshérence de certaines populations. Certaines forces politico-religieuses ont d'autant plus d'importance qu'elles ont été élevées au rang d'interlocuteur à la fois par l'extrême gauche au FSE et par le Ministre de l'Intérieur. Nous savons qui est l'adversaire.

Nous savons également ce que Sartre disait : « si c'est l'affaire des Juifs seuls, c'est foutu ». Cela m'amène à penser que le combat contre l'antisémitisme et pour la laïcité sont inséparablement liés, et que si on ne commence pas par défendre le principe de la République et de l'école laïque, avec une très grande fermeté et de manière à isoler l'extrémisme islamique, nous ne gagnerons jamais.

Synthèse des tables rondes

Nicole BRICQ

Membre du bureau du Cercle Léon BLUM

Je partirais de l'intervention de François Hollande. Ce débat était évidemment nécessaire et utile. Nécessaire parce qu'il nous permet de clarifier les idées. Utile, parce qu'il sert au réarmement de la gauche. Sur ce terrain, elle en avait bien besoin. Il est toujours possible de déplorer un certain retard, mais je préfère me contenter du fait que cette initiative ait lieu maintenant.

La clarification sur ce qu'est l'antisémitisme aujourd'hui porte sur un nouvel antisémitisme, qui s'opposerait à celui des années 30 et 40. Nous avons aujourd'hui reconnu la continuité de l'antisémitisme en France. Laurent Azoulay, Jean-Claude Huchon et Jean-Christophe Cambadélis se sont accordés sur ce point. Sur cette question, je souhaite vous soumettre deux citations. Il a été fait référence au remarquable article d'Ulrich Beck dans *Le Monde*. Il y dit qu'« il faut parler d'un nouveau chapitre de l'histoire de l'antisémitisme en Europe. » Je citerais également Bernard-Henri Lévy, qui plaidait dans *Le Figaro* pour une « vigilance à tout ce qui dans cette grammaire de la haine se recycle ».

Deuxième clarification, la permanence et la récurrence d'un antisémitisme historique au sein de la gauche ont été admises cet après-midi. Cette reconnaissance était importante.

Troisième clarification, il est dit formellement par toutes les formations de la gauche démocratique ici représentées que l'anti-sionisme est synonyme d'antisémitisme. Bernard Kouchner, Pierre Moscovici et Alain Finkielkraut ont attiré notre attention sur l'implication du débat sur Israël dans notre débat franco-français. J'aimerais également citer ici un article d'Ilan Greisalmer dans *Libération* le 24 septembre, qui déclarait que « lorsque l'on cherche à impliquer Israël dans le combat contre la mondialisation, lorsqu'on laisse sous-entendre qu'Israël a quelque chose à voir avec les multinationales et l'oppression des pays pauvres par les pays riches, c'est de l'antisémitisme ».

Ce nouveau visage de l'antisémitisme, partagé semble-t-il par certains courants de l'alter-mondialisme, est d'autant plus implacable, comme Alain Finkielkraut nous l'a rappelé, qu'il est antiraciste, humanitaire et qu'il se réunit sous la bannière de la fraternité. La gauche doit donc être très ferme et exiger une clarification de la part de l'alter-mondialisme. Je remercie Julien Dray et certains autres d'avoir signé un article sur la venue au FSE de Tarik Ramadan. Il a fait œuvre utile, comme les propos de François Hollande l'ont confirmé.

Nous ne devons jamais oublier que la critique d'Israël se mue aujourd'hui en une critique des juifs, perçus comme des étrangers. Il faut que la gauche démocratique comprenne bien que l'antisémitisme traditionnel, en prenant Israël pour unique cible, accède à une certaine forme de légitimité.

Nous avons aujourd'hui été interpellé sur le rôle que le Cercle Léon Blum pourrait avoir dans l'activation du processus de Genève. Nous allons devoir en débattre.

En ce qui concerne les réponses politiques, il nous faut revenir sur le terrain de la laïcité et de la République. Entre la condamnation sans appel du communautarisme de Malek Boutih et l'interrogation portée par Alain Finkielkraut, nous voyons bien qu'il y a là un travail à mener. Une idée forte fait toutefois l'unanimité : il est anormal qu'une chaîne publique offre une tribune à Tarik Ramadan et fasse de lui le leader des musulmans de France. De la même manière, lorsque les problèmes sociaux des cités sont sous-traités aux responsables religieux à la place de responsables associatifs, la République a un problème. J'ai donc apprécié l'intervention de Nicole Geneix, qui nous rappelait que l'école, matrice de la République, doit être soutenue. Lorsque des enseignants attaquent le mal à sa racine et ont besoin de soutien dans leur lutte, je m'inscris totalement dans cette démarche.

Je conclurais en remerciant François Zimeray. Il a eu raison d'attirer notre attention sur la complexité de ce débat et de nous mettre en garde contre les idées trop simples.

Nous avons donc du travail, mais nous avons aujourd'hui commencé cette réflexion et nous entendons perpétuer ce combat. Nous vous remercions de votre participation.

Conclusion du colloque

Bertrand DELANOË
Maire de Paris

Mes chers amis,

Je suis venu volontiers pour moi aussi m'engager dans ce débat et cette action. Je le fais d'abord parce qu'il s'agit du Cercle Léon Blum. Léon Blum, ce grand dirigeant de la France, stigmatisé et combattu parce que juif. Comme Pierre Mendès-France, il n'a pas été jugé simplement sur leur politique économique et sociale ou sur la décolonisation. Il fallait en plus qu'il rende des comptes parce que juifs. Cher Laurent, je suis venu aujourd'hui parce que je veux m'engager avec un cercle qui s'appelle Léon Blum.

Si nous voulons tenter de trouver les comportements, les mots, les actes qui tueront l'antisémitisme, il ne faut pas oublier l'histoire. Il faut d'abord s'imprégner l'histoire pour être dans celle d'aujourd'hui. Pardonnez-moi si je ne saurais pas distinguer dans ce propos ce qui est de ma conscience de socialiste et ce qui relève de l'exercice d'une responsabilité de Maire qui m'a été confiée par les citoyens.

Combattre l'antisémitisme a été pour moi, dès le début de mon mandat, de vouloir inscrire pour toujours dans toutes les écoles de Paris la trace, le nom et l'histoire des enfants dérobés à la vie et massacrés dans les camps. Quand nous serons passés, il faut que les enfants d'aujourd'hui et de demain sachent qu'un jour une idéologie est allée jusqu'à tuer, gazer et martyriser des enfants parce qu'ils étaient juifs. Il est indispensable de transmettre cette histoire, si nous voulons réellement combattre l'antisémitisme.

Cela va beaucoup plus loin. Aujourd'hui, on ne peut pas dissocier le combat contre l'antisémitisme et le combat contre le racisme, mais on ne peut pas non plus les amalgamer. Ils sont de nature différente. Le massacre d'un arabe par des bandes de nazillons est aussi condamnable que celui d'un juif, mais ce n'est pas de la même nature. C'est au nom des mêmes valeurs que nous inscrivons les noms de ces enfants dans les écoles de Paris et que nous faisons vivre le souvenir de Brahim Bouaram, massacré et jeté dans la Seine par ceux qui revenaient de la manifestation de Le Pen. Reste que l'antisémitisme a une racine différente, constituée au cours des siècles et lié à l'histoire du peuple d'Israël.

La gauche ne doit pas culpabiliser et ne doit pas être moins active dans sa dénonciation de l'antisémitisme que dans sa dénonciation de tout autre racisme.

Lutter contre l'antisémitisme, c'est avant tout n'avoir aucune complaisance. Nous tentons tous d'agir pour le lien social. Nous militons tous pour une société civilisée dans laquelle tout le monde pourrait vivre dans l'égalité, quelle que soit la couleur de peau, l'origine ou la religion de chacun. Nous devons pourtant nous révolter et agir immédiatement dès qu'un acte antisémite est perpétré.

Dans les manifestations contre la guerre en Irak, lorsque des jeunes de gauche sont pris à partie et brutalisés, il faut immédiatement se dresser, comme nous l'avons fait avec Pierre Aidenbaum, pour défendre leur droit à être Juif, de gauche et à être contre la guerre en Irak. Ne soyons pas en retard sur ces questions, car elles concernent aussi la gauche. Si la gauche perd un millimètre dans son

combat contre le racisme et l'antisémitisme, elle y perdra son identité. C'est consubstantiel à ce que nous sommes. Comment pouvons-nous nous battre de façon crédible pour la justice, pour l'emploi, pour un autre urbanisme, pour la paix et pour l'éducation si nous avons la moindre faiblesse sur ce qui a fait qu'un jour nous sommes devenus des militants engagés. Nous nous sommes engagés pour les Droits de l'Homme. Or on ne peut être un défenseur des Droits de l'Homme si l'on est pas d'abord un combattant contre l'antisémitisme et la racisme.

Comme il y a quelques années, ce qui nous menace, c'est la complaisance. C'est le fait de ne pas voir. C'est parfois la lâcheté. Il ne fallait pas non plus attendre pour dénoncer la présence de Tarik Ramadan au FSE. La gauche se perd lorsqu'elle est ambiguë. C'est une faute incroyable de donner une tribune à un individu qui, en plus de l'antisémitisme, affirme qu'il est actuellement impossible d'interdire la lapidation des femmes. Ce sont les mêmes débats.

Il faut débattre et être habile dans le débat. Reste que la faute était commise avant. On ne saurait légitimer une organisation intégriste en lui conférant, par calcul électoral personnel, le statut de représentant des musulmans de France, alors que l'on sait qu'ils opèrent une ségrégation entre les femmes et les hommes et qu'ils appellent au boycott de produits dits sionistes. Trois semaines après, on va se faire acclamer en défendant la politique de Sharon. Voilà la complaisance et les petits arrangements avec la morale, que les hommes et les femmes de gauche n'ont pas suffisamment dénoncés. Ne nous autorisons jamais ce genre de petits calculs médiocres.

Lutter contre l'antisémitisme, c'est tenter, partout où on le peut, de rassembler. Il y a 3 ans, je me suis dit que l'Islam n'était pas assez représenté à Paris. J'ai donc organisé une veillée de Ramadan, comme nous le faisons pour Hanoukka ou Noël. J'ai proposé aux chrétiens et aux juifs de venir. Cette veillée a eu lieu hier soir. Comme je l'ai dit à cette occasion, je veux remercier les musulmans de France, mais aussi le Grand Rabbin Sirat, le Grand Rabbin David Messas, Moïse Cohen, le président du Consistoire de Paris, qui n'ont jamais raté un de ces moments exceptionnels de fraternité. Hier soir, les ambassadeurs de Tunisie, du Sénégal et d'Ethiopie étaient, entre autres, présents aux côtés de Nissim Zvili et d'Elie Barnavi.

Cette initiative peut paraître modeste, mais lutter pour l'antisémitisme, c'est ne rater aucune occasion de rassembler dans la laïcité. C'est parce que je suis laïc que j'ai pu les accueillir. La laïcité exige que chacun ait sa liberté de conscience mais aussi qu'il partage avec l'autre. Elle doit permettre à chacun de pratiquer sa religion mais interdire d'exclure l'autre et de faire en sorte qu'une religion veuille dominer les autres dans la société.

J'aimerais vous dire un dernier mot.

Nous avons raison de dire que le conflit israélo-palestinien a des conséquences sur l'antisémitisme. Ne cherchons pas pour autant des excuses pour être complaisant avec l'antisémitisme ou la racisme. Ce conflit confronte aussi deux nationalismes. Il oppose un Etat à un Etat en puissance.

Laurent Azoulay nous appelle à être des citoyens de gauche qui luttent contre l'antisémitisme et donc également contre l'irrationnel et tout ce qui abaisse la dignité humaine. Dans le conflit du Proche Orient, nous ne devons jamais négocier notre soutien à l'existence et à la vie de l'Etat d'Israël. Nous pouvons être en désaccord avec un gouvernement démocratique, comme d'ailleurs certains israéliens le sont. En tant que socialistes français, nous n'avons pas le droit de laisser penser que notre solidarité avec le peuple palestinien, avec son besoin d'un état, son besoin de sécurité et de développement, rend négociable l'existence d'Israël et son droit à la sécurité.

Je reviens d'Israël, de Palestine et de Jordanie. Comment voulez-vous que l'on établisse une hiérarchie dans le soutien du droit à la vie ? Que répondre à des israéliens qui me montrent des cafés de Tel-Aviv et de Jérusalem, où l'on a ruiné la vie de citoyens ? Est-ce que je dois pour cela devenir insensible à la vision de ce père palestinien dont le fils lui a été enlevé par la guerre ? La vie d'un enfant israélien vaut-elle la vie d'un enfant palestinien ? C'est là aussi une affirmation que l'on doit porter en tant que socialiste.

Lors de ce voyage, j'ai passé deux jours en Israël, au cours desquels j'ai même rencontré le président de l'Etat. Le Premier Ministre n'avait pas le temps de me voir. A mon avis, il n'a pas été surpris de me voir en Palestine quelques jours plus tard.

Lorsque j'étais avec les différentes autorités israéliennes que j'ai rencontrées, j'ai considéré, et je le réitère aujourd'hui, que le sondage fait par la Commission Européenne était une faute politique et morale. Avez-vous entendu parler de cette condamnation par les journaux français ?

En Palestine, j'ai rencontré Ahmed Qoreï et Yasser Abbed Rabbo. De tout cela n'a été retenue que ma visite à Yasser Arafat, alors que j'ai approfondi avec les maires de Jérusalem et Tel-Aviv des axes de coopérations entre nos villes.

Il y a un an et demi, j'ai reçu, suite à une proposition d'Elie Barnavi, le maire de Jérusalem, et ce malgré les protestations de Leïla Shahid et de bien d'autres. Je ne suis certainement pas d'accord avec lui sur toute sa politique, mais, en tant que Maire de Paris et socialiste, je ne lui aurais jamais fait l'affront de ne pas le recevoir et de ne pas dialoguer.

Si nous savons être juste, accueillant et fidèle à nos convictions dans l'ensemble de nos actes, nous serons certainement mieux compris.

La mise en place de coopérations croisées avec les villes de Naplouse, de Jérusalem et de Tel-Aviv, ainsi que quelques villes palestiniennes est une initiative qui reste pour le moment modeste, mais c'est une manière de dire que nous croyons aux forces de la vie et pas aux forces de la mort.

Je suis en ce moment angoissé. Cette angoisse de militant est née dans les années 1980 avec l'émergence du Front National. A l'époque, je m'interrogeais sur le recommencement de l'histoire et sur la faiblesse de la démocratie. Il n'y a en fait pas de déterminisme historique, mais la nature humaine produit à la fois le meilleur et le pire. Je ressens à nouveau gravement cette angoisse, alors que montent la guerre et le terrorisme, qui frappe aveuglément à Istanbul musulmans et juifs, cherchant à faire basculer le parti musulman au pouvoir, qui se réclame de la démocratie et de l'Europe, du côté de l'intégrisme. Lorsque je vois écrit « Mort aux Juifs » et que j'entends parler d'islamophobie, je me dis que notre génération ne fera pas l'économie de moments que je n'espère pas trop cruels mais où les petits arrangements n'auront pas leur place.

Il s'agit finalement de sauver la démocratie. C'est elle qui préservera des effets de l'antisémitisme et du racisme. Tant en Europe que dans le monde, et en particulier aux Etats-Unis, la démocratie va très mal. Pour être des militants efficaces, il faut étendre son champ, afin que les citoyens ne perdent pas confiance dans le vivre ensemble et dans le geste du vote. Dans le cas contraire, c'est sur ce terrain que l'antisémitisme pourra fleurir.

Nous avons besoin de vérité, de lucidité et d'être ensemble. C'est aussi pour cela que ce Cercle a une grande vertu. Nous avons besoin aussi de défendre la démocratie. S'il existe un seul militant de

gauche qui doute que le combat contre l'antisémitisme soit un combat de civilisation, cela veut dire qu'il n'a rien compris.

Militons donc pour la gauche, contre l'antisémitisme, pour la démocratie et pour continuer à vivre dans un monde civilisé !